



**La partie camerounaise et le constructeur canadien Magil, ont trouvé un accord pour parachever la construction du Complexe sportif d'Olembe.**

L'entreprise canadienne qui résilie unilatéralement le marché relatif à l'achèvement des travaux a fait rétropédalage.

Magil Construction Corporation et le maître d'ouvrage, le ministre camerounais des Sports et de l'Education physique (Minsep), ont annoncé ce vendredi 13 janvier 2023, la reprise des travaux du Complexe sportif d'Olembe à Yaoundé.

**« Il y a eu une interruption des travaux à Olembe en dépit des importants moyens financiers déjà mobilisés par l'État et mis à la disposition de l'entreprise Magil. Nous sommes là aujourd'hui pour réitérer à l'entreprise Magil la volonté du président de la République de faire en sorte que ce projet aboutisse, l'urgence et la nécessité pour elle de reprendre les travaux dans le cadre du contrat qu'elle a passé avec l'Etat du Cameroun »** a déclaré le ministre des sports Narcisse Mouelle Kombi, à l'issue d'une visite effectuée sur le chantier d'Olembe.

**« Dans l'exécution de ce contrat, nous avons rencontré un très grand malentendu. Nous avons tenu différentes réunions cette semaine afin que chaque partie puisse s'exprimer**

***sur ce qui est à clarifier. Aujourd'hui, nous nous sommes entendus, nous allons travailler sur différents problèmes. Nous allons lever dès lundi (16 janvier 2023, ndlr) nos réserves techniques et si tout se passe bien les travaux vont reprendre très prochainement***», a pour sa part indiqué le Vice-président de Magil, Franck Mathiere.

Rappelons que Magil qui avait hérité du chantier du complexe sportif d'Olembe en décembre 2019, après le constat par le maître d'ouvrage de la défaillance du premier adjudicataire, l'italien Piccini.

En juillet 2022, Magil a suspendu les travaux sur le chantier pour non-paiement es décomptes dans lesquels se trouvent les factures des sous-traitants et des fournisseurs, d'un montant total de 12 milliards.

Janvier 2023, Magil a annoncé la résiliation unilatéralement du marché relatif à l'achèvement des travaux.